

CONTRA LA MERCANTILIZACIÓN DEL CUERPO DE LAS MUJERES

GEGEN DIE
VERMAR-
KTUNG
DES
FRAUKRPERES

CONTRE LA
COMMERCIA-
LISATION
DU CORPS
DES FEMMES

AGAINST THE TRADE IN WOMEN'S BODIES

MANIFESTE CONTRE LA COMMERCIALISATION DU CORPS DES FEMMES

Nous, un groupe de femmes féministes de différentes régions du monde, en vue du 25 novembre 2018, Jour International contre la violence envers les femmes:

DENONÇONS

Que le **système patriarcal** a créé un ensemble de mécanismes économiques, politiques et culturels qui favorisent l'inégalité entre les hommes et les femmes et permettent l'exploitation sexuelle et reproductive.

Que **la violence exercée par les hommes dans la prostitution partout dans le monde** –et apprise par la pornographie– dévalue l'image de la femme, normalise la violence sexuelle masculine et favorise l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Que pendant les dernières décennies, **le capitalisme néolibéral a banalisé tous les domaines de l'activité humaine, y compris la sexualité et la reproduction**. En conséquence, des millions de femmes et jeunes filles, dont beaucoup étaient dans une pauvreté extrême, ont été réduites à simples marchandises destinées à l'exploitation sexuelle et reproductive.

Que le **discours du capitalisme néolibéral** sur la liberté individuelle et le consentement individuel est le fondement idéologique qui **légitime l'exploitation des filles et des femmes dans la pornographie, la prostitution et les ventres à louer**.

Que le **lobby pro-prostitution, intégré par viandards et proxénètes**, certains desquels font partie des plus hauts domaines du pouvoir, **font pression pour que la pornographie, la prostitution et les ventres à louer soient légalisées** et considérées des activités libres, ce qui escamoterait les crimes, la violence, le trafic et l'esclavage à l'origine de ce commerce.

EXIGEONS

- Que les organisations internationales compétentes **ADOPTENT** une Convention Universelle sur la **PROTECTION DES DROITS DES FEMMES ET FILLES CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE PATRIARCALE**.
- Que cette Convention Universelle **définisse** toutes les formes de violence comme pratiques incompatibles avec les droits fondamentaux des femmes, notamment la prostitution et les ventres à louer.
- Que les États adoptent dans leur **législation nationale** des dispositions criminalisant toutes les formes de **proxénétisme** et établissent des mécanismes de confiscation des bénéfices obtenus de l'exploitation sexuelle des femmes et mineurs, qui en seront directement les destinataires.
- Que les États promeuvent des **réglementations** qui **sanctionnent la demande de prostitution**, les viandards étant directement responsables de cette forme extrême de violence à l'égard des femmes.
- Que les États **éliminent toute législation ou réglementation** qui pénalise ou punisse les femmes en **situation de prostitution**, ainsi que tout précédent pénal ou administratif pouvant résulter de réglementations antérieures.
- Que les États **garantissent aux femmes** en situation de prostitution les mécanismes et les ressources suffisantes pour sortir de cette forme extrême d'exploitation et violence.
- Que les États adoptent une **législation** qui empêche toute forme d'exploitation reproductive des femmes, de telle façon que leurs systèmes juridiques empêchent la normalisation ou validation des contrats de ventres à louer.

La prostitution, la pornographie et les ventres à louer sont des formes brutales d'abus sexuels et de violence à l'égard des femmes et des filles. C'est pourquoi les femmes féministes unissons nos voix pour dénoncer l'impunité des agresseurs et le manque d'engagement des gouvernements à abolir ces pratiques qui reproduisent l'inégalité et la violence.

